



**UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT  
du XV<sup>ème</sup> arrondissement de Paris**

26, rue Sainte Félicité - 75015 PARIS

Tel : 01.45.33.66.93

Fax : 0179734278

e.mail : [ulcgt.paris15@wanadoo.fr](mailto:ulcgt.paris15@wanadoo.fr)

## **FRANCE TÉLÉVISION, LA POSTE**

- **HALTE À LA CASSE DES SERVICES PUBLICS**
- **OUI À DES NÉGOCIATIONS SÉRIEUSES**

### DEUX CONFLITS MAJEURS ET LOURDS DE SENS

**Mardi 12 janvier 2010, 13h30** : une assemblée générale du personnel de France Télévision réunit 300 personnes en colère. Leur souci et leur revendication est de défendre leur statut et de pouvoir disposer des moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public audiovisuel. Les syndicats ont stigmatisé la direction de France Télévision qui refuse obstinément de négocier. Les participants scandaient Unité syndicale. Seule la CFE/CGC s'est aventurée à dire que les divergences étaient trop importantes, risquant ainsi d'hypothéquer les revendications du personnel. La CGT propose une journée de grève le 21 janvier avec **ÉCRAN NOIR!** mais pouvant aller vers des actions plus dures si nécessaire avec grève reconductible dans un futur proche.

**Mercredi 13 janvier, 6h00** : les facteurs de Paris Alleray (centre de distribution du courrier du 15<sup>e</sup> arrondissement) commencent une grève reconductible avec un taux de grévistes de 45% environ. La raison, une énième restructuration qui va encore aggraver les conditions de distribution du courrier, affaiblissant une nouvelle fois le Service public, charger les tournées et alourdir les sacoches des facteurs qui sont déjà parmi les plus lourdes de la capitale. Il faut savoir également que cette restructuration touche une partie seulement du centre. Une deuxième restructuration interviendra plus tard pour les autres. Ainsi La Poste spéculé sur la division des salariés par rapport à leurs intérêts immédiats, reprenant la vieille antienne patronale d'opposition des salariés entre eux. C'est dans ce cadre là qu'il faut placer le service minimum dans les transports qui oppose les salariés aux usagers tandis que les dirigeants bradent le Service public. La CGT demande au personnel de ne pas se laisser prendre à ces basses manœuvres mais à tout mettre en œuvre pour rassembler le personnel.

La direction comme dans tous les cas refuse de négocier prétextant qu'elle ne négocie pas le premier jour de grève (!). En cela, elle montre le mépris qu'elle porte à son personnel qui pour la plupart se lève tous les jours à 4h30 du matin pour distribuer le courrier dans le froid, et ces derniers temps nous savons tous ce que cela veut dire. Il s'agit là, évidemment, d'une tactique qui lui permet de peser sur les salaires de ses employés sachant que chaque jour de grève pèse sur le budget des ménages. Mais là comme à France Télévision, elle prouve que la feuille de route est tracée d'avance et qu'elle n'a pas l'intention de négocier.

**Jeudi 14 janvier, 6h00** : la grève est reconduite avec des grévistes supplémentaires.

Ils ont raison. En effet, dans ces deux cas, la marque le l'Union Européenne est patente. A France Télévision comme à La Poste il faut réduire les budgets et prétendre faire mieux avec moins. Dans le même temps, on interdit aux gouvernements de contribuer au fonctionnement du Service public. Quelle hypocrisie surtout lorsque l'on voit les milliards d'euros qui ont été donnés aux banques !

Or, il est possible de résister à ces diktats. C'est une question de responsabilité politique et de responsabilité tout court. Les dirigeants d'entreprises publiques, les cadres ont comme tâche d'exprimer les besoins en matière de Service public et non seulement d'appliquer des mesures dévastatrices.

L'union locale soutient les personnels en lutte. Elle appelle tous ses syndicats à manifester leur soutien et engage une action avec les usagers pour exiger les moyens pour un service public digne de notre époque.

Paris le 14 janvier 2010